Programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise (whistleblower) du département de la Justice¹

1er août 2024

I. Introduction

Le département de la Justice (département) est dévoué à enquêter vigoureusement et poursuivre en justice les infractions pénales, y compris la criminalité des entreprises. De même que le programme *qui tam* actuel du département à propos de la loi concernant de fausses déclarations [« False Claims Act »], qui encourage les dénonciateurs de signaler une fraude dans les programmes gouvernementaux, la Commission des opérations de bourse [« SEC »], la Commission de contrôle des marchés à termes [« Commodity Futures Trading Commission »], et le réseau de lutte contre la criminalité financière [« Financial Crimes Enforcement Network »] ont eux aussi des programmes reconnus et efficaces. Depuis longtemps le département utilise des informations des dénonciateurs admissibles à une récompense du programme *qui tam* du département autant que des programmes de dénonciation d'autres agences pour dévoiler des complots criminels d'entreprises, faire avancer des enquêtes criminelles, et traduire en justice les individus et entités les plus coupables. Pourtant, les programmes de dénonciation d'autres agences ne traitent pas la portée totale de la criminalité des entreprises dont le département enquête et traduit en justice, laissant une lacune que le département espère désormais remplir.

Le potentiel d'une récompense est susceptible d'encourager les personnes disposant d'informations concernant des méfaits criminels de la part des entreprises à communiquer des informations originales sur des comportements criminels qui pourraient autrement passer inaperçus ou se révéler difficiles à prouver. Le fait d'inciter les individus à signaler les infractions commises par les entreprises pourra également motiver les entreprises à élaborer des programmes de conformité plus rigoureux pour identifier et dissuader les comportements criminels, notamment en promouvant le signalement interne des plaintes. Des programmes de conformité solides permettent de prévenir, d'identifier et de remédier de mauvais comportement avant qu'ils ne commencent ou ne s'étendent, et permettent aux entreprises de signaler les comportements répréhensibles au département lorsqu'ils se produisent.

De plus, l'usage efficace de la confiscation des biens criminels et civils s'avère un élément essentiel dans l'effort du département pour combattre les acteurs et les organisations criminels les plus sophistiqués, y compris ceux qui s'engagent dans la criminalité d'entreprise. La confiscation joue un rôle crucial lorsqu'il s'agit de priver les criminels du produit d'activités illicites, de dissuader des crimes, et de restituer des biens aux victimes. Le fait d'encourager les dénonciateurs de communiquer des informations qui mènent à la confiscation des biens soutient l'objectif du département d'utiliser la confiscation des biens dans toute la mesure du possible pour enquêter, identifier, saisir, et confisquer les biens des criminels et de leurs organisations.

Le Procureur général est autorisé à verser « une récompense pour des informations ou une assistance aboutissant à une procédure criminelle ou civile de confiscation ». Voir 28 Code des

¹ Ce mémorandum est uniquement pour usage interne et ne vise pas à créer ou à conférer des privilèges, des avantages ou des droits, substantiels ou procéduraux, rendus exécutoires par un quelconque individu, organisation, partie ou témoin dans une quelconque affaire civile ou criminelle.

États-Unis § 524(c). Ce document énonce les critères auxquels les personnes doivent satisfaire pour pouvoir prétendre au versement d'une récompense à la discrétion du département dans le cadre du programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise du département de la Justice ou programme pilote (« Corporate Whistleblower Awards Pilot Program » ou « Pilot Program »).

Les dénonciateurs peuvent prétendre à une récompense dans le cadre du programme pilote de récompenses de dénonciateur lorsqu'ils fournissent des informations véridiques et originales en ce qui concerne la conduite criminelle en relation avec un ou plusieurs domaines de programmes désignés qui entraînent une confiscation supérieure à 1 000 000 USD en produit net, comme indiqué ci-dessous. Toute récompense sera soumise aux conditions de paiement ci-dessous. Des conseils et procédures supplémentaires pour la déclaration d'informations et la présentation d'une demande de récompense sont aussi exposés ici.

Le programme pilote de récompenses de dénonciateur est une initiative de trois ans, gérée par la Section de lutte contre le blanchiment d'argent et de récupération des actifs (« Money Laundering and Asset Recovery Section ») de la Section pénale et entre en vigueur le 1^{er} août 2024. Les récompenses sont accordées à la discrétion unique du département. Si le département modifie un aspect quelconque du programme pilote pendant cette période de trois ans, y compris la modification des critères d'admissibilité ou des domaines décrits ci-dessous, le département publiera ces actualisations sur son site web et évaluera si un individu est éligible pour une récompense ainsi que le montant de la récompense en appliquant les politiques du programme en vigueur à la date de déclaration. Le département évaluera régulièrement la conception et l'exécution du programme pilote et, au terme de cette période pilote de trois ans, le département déterminera si la durée du programme sera prolongée ou modifiée à quelque égard que ce soit.²

II. Admissibilité à la déclaration et définitions

- 1. Admissibilité à une récompense de dénonciateur :** Un individu pourra être admissible à une récompense de dénonciateur si, seul ou conjointement avec d'autres individus, il fournit au département des informations originales par écrit conformément aux conditions et procédures énoncées ci-dessous, et que ces informations aboutissent à une confiscation civile ou criminelle supérieure à 1 000 000 USD en produit net en relation avec une poursuite judiciaire fructueuse, une résolution relative à la criminalité d'entreprise, ou une procédure de confiscation civile relative à la conduite criminelle d'entreprise dans les domaines programmatiques énoncés ci-dessous (*Voir II.3*).

Un individu n'est **pas admissible à une récompense** dans le cadre de ce programme dans les cas suivants :

- a. Il s'agit d'une entreprise ou d'un autre type d'entité. Un dénonciateur admissible doit être un individu.
- b.** La personne serait admissible à une récompense par un autre programme

² Si le département refuse de prolonger le Programme pilote, le département évaluera quand même si un individu qui a soumis l'information originale pendant la période de ce Programme pilote qualifie pour une récompense et le montant de la récompense en appliquant les politiques du programme en vigueur à la date de soumission.

- gouvernemental ou statuaire, *qui tam*, ou d'un programme semblable si elle avait signalé le même complot qu'elle a signalé dans le cadre de ce programme pilote.³
- c. La personne est ou était au moment où elle a acquis les informations originales fournies au département, un fonctionnaire, un employé, ou un prestataire auprès du département ou de toute organisation policière, ou le conjoint, le parent, l'enfant, le frère ou la sœur d'un fonctionnaire, d'un employé, ou d'un prestataire auprès du département ou dans le cas où la personne habitait le même foyer d'un fonctionnaire, d'un employé, ou d'un prestataire auprès du département.
 - d. La personne est ou était au moment où elle a acquis les informations originales fournies au département, un représentant élu ou nommé d'un gouvernement étranger.
 - e. La personne a de manière significative participé dans l'activité qu'elle a signalée, y compris en dirigeant, planifiant, initiant, ou sciemment bénéficiant de l'activité criminelle.⁴
 - f. Dans le cadre de sa déclaration d'une dénonciation, ses interactions avec le département ou avec une autre autorité en rapport avec une action liée, la personne sciemment et volontairement a fait ou fait une quelconque déclaration ou représentation fautive, fictive ou frauduleuse, a retenu ou retient des informations pertinentes ou importantes, ou a utilisé ou utilise quelconque écrit ou document en sachant qu'il contient une déclaration ou écriture fautive, fictive ou frauduleuse avec l'intention de tromper ou autrement entraver le département ou d'autre autorité, ou la personne a autrement porté atteinte ou porte atteinte ou a fait obstacle ou fait obstacle à l'enquête du département.
 - g. La personne a obtenu des informations originales d'une personne : (1) qui est inadmissible en vertu des paragraphes (c) jusqu'à (f), à moins qu'elle fournisse au département des informations sur d'éventuelles violations impliquant cette personne ; ou avec l'intention d'échapper aux dispositions de ce document.
 - h. La personne a fourni des informations au département avant la date effective du programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise.

³ Si un individu n'est pas sûr de pouvoir bénéficier d'un autre programme gouvernemental ou dans la possibilité qu'il puisse bénéficier du Programme pilote de récompenses de dénonciateur du département de la Justice, il est conseillé de déposer les informations aux deux programmes afin que le département puisse les évaluer et déterminer si l'individu est admissible au programme pilote.

⁴ Nonobstant le paragraphe 1(e), un individu demeure admissible à une récompense en vertu du programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise si le département détermine, à sa discrétion, que le rôle minime de l'individu dans le complot signalé pourrait être décrit comme « clairement parmi le moins coupable de ceux qui sont impliqués dans la conduite d'un groupe. Lignes directrices en matière de peine des États-Unis [« United States Sentencing Guidelines » ou U.S.S.G.] § 3B1.2 cmt. n.4 (définition de « participant de façon minime »). Dans une telle situation, l'individu pourrait aussi solliciter et recevoir un accord de non-poursuite [« non-prosecution agreement » ou NPA], dans le cadre du programme pilote de la Section pénale pour divulgation volontaire d'individus (« Individual VSD Program »), à condition que l'individu remplisse toutes autres exigences du programme. Si le département détermine qu'un individu est inadmissible pour le programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise à cause de la culpabilité de l'individu dans le complot signalé, le département appréciera si l'individu pourra bénéficier d'un NPA dans le cadre d'un programme de divulgation volontaire d'individus, et donc, des individus admissibles n'ont pas besoin de déposer indépendamment des informations au programme de divulgation volontaire d'individus.

2. **Informations originales** : L'individu doit fournir, par écrit, des informations originales, c'est-à-dire :
- a. Des informations qui découlent de la connaissance indépendante ou d'une analyse indépendante.
 - i. On entend par connaissances indépendantes les informations factuelles en possession de l'individu et qui ne proviennent pas de sources accessibles au public. L'individu pourrait acquérir de la connaissance indépendante à partir de ses expériences, de ses communications, ou des constats faits dans le cadre de ses activités professionnelles ou de ses interactions sociales.
 - ii. On entend par analyse indépendante la propre analyse de l'individu, que cela soit effectuée seul ou en association avec d'autres. On entend par analyse l'examen et l'évaluation par l'individu des informations éventuellement accessibles au public, mais qui révèlent des informations qui ne sont pas généralement connues ou disponibles pour le public.
 - b. Informations non-publiques et dont le département n'avait pas connaissance auparavant. L'évaluation portera sur la question de savoir si ces informations sont originales, non-publiques, et précédemment inconnues au département, indépendamment du fait que le département a déjà entrepris ou n'a pas entrepris une enquête en relation avec les informations fournies.
 - c. Des informations qui ajoutent nettement aux informations déjà détenues par le département. Même si le département possède déjà des informations concernant une affaire depuis d'autres sources au moment que l'individu présente ses observations, le département pourra considérer que l'individu est une source originale de toutes informations qu'il fournit qui résulte de ses connaissances indépendantes ou analyse indépendante et qui ajoutent de manière significative aux informations déjà détenues par le département, à condition qu'il remplisse les autres critères des informations originales spécifiés dans les présentes.
 - d. Les informations originales que signale un individu par moyen des procédures de dénonciation internes de l'entité, ou par des procédures légales et de conformité utilisées pour signaler des allégations de potentielles violations de la loi où l'entité a ultérieurement communiqué au département les informations de l'individu ou les résultats d'une enquête initiée en tout ou en partie en réponse aux informations fournies par l'individu, pourvu que l'individu signale également ces informations au département dans les 120 jours à compter de la déclaration interne. Dans une telle situation, aux fins d'évaluer la demande d'une récompense dans le cadre de ce programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise, le département prendra en compte la date que l'individu a fourni des informations originales à la structure de signalement interne de l'entité comme la date de divulgation originale de l'individu au département.
 - e. Les informations présentées par un individu **ne sont pas** qualifiées d'originales dans les cas suivants :
 - i. La personne a obtenu les informations par moyen d'une communication qui faisait l'objet de secret professionnel de l'avocat, y compris tout secret professionnel de l'avocat des tiers, à moins que la divulgation de ces informations ne soit autrement autorisée par un avocat en vertu du crime ou de la fraude ou d'autres exceptions dans le cadre des règles applicables à la

- conduite d'avocat de l'état.
- ii. La personne a obtenu les informations dans le cadre de représentation juridique d'un client pour le compte duquel la personne ou son employeur ou entreprise fournissent des services, et elle vise à utiliser les informations pour déclarer une dénonciation dans son propre intérêt.
 - iii. Les informations présentées par la personne sont contenues entièrement dans une allégation faite dans le cadre d'une audience juridique ou administrative, un rapport, une audience, un audit, ou une enquête du gouvernement, ou dans les médias, à moins que la personne n'ait été la source de ces informations.
 - iv. La personne a obtenu les informations en tant que(qu') : (a) responsable, administrateur, fiduciaire, ou partenaire d'une entité et une autre personne l'avait informée des allégations de mauvaise conduite, ou qu'elle a acquis ces informations dans le cadre des processus de l'entité pour identifier, rapporter, et traiter d'éventuelles violations de la loi ; (b) employé dont les principales fonctions comprennent les responsabilités de la conformité ou des audits internes, ou que la personne était autrement employée par ou associée avec une entreprise retenue pour effectuer les fonctions d'audit interne ou de conformité pour une entité, et les informations se rapportent à ces responsabilités ou fonctions ou en découlent ; (c) employé par ou autrement associé avec une entreprise retenue pour mener une enquête ou investigation sur de potentielles violations de la loi et les informations se rapportent à ou résulte de cette rétention ; ou (d) un employé de, ou autre personne associée avec, un cabinet d'expertise-comptable, qu'elle a acquis ces informations dans le cadre de la réalisation d'un contrat requis du cabinet d'expertise-comptable indépendant et que les informations se rapportaient à une violation par le client d'implication ou les administrateurs, responsables, ou d'autres employés du client. (*voir pourtant* (vii) ci-dessous.).
 - v. La personne a obtenu les informations ou savait que les informations étaient obtenues par un moyen ou d'une manière qui contrevient à la loi fédérale ou étatique en vigueur.⁵
 - vi. La personne a obtenu les informations d'une personne qui est soumise à cette section, à moins que les informations ne soient pas exclues de l'utilisation par cette personne en vertu de cette section, ou elle fournit des informations au département sur de potentielles violations impliquant cette personne.
 - vii. Pourtant, les exceptions dans le paragraphe (iv) de cette section ne seront pas applicables si un individu : (a) a une base raisonnable de croire que la divulgation des informations au département est nécessaire pour prévenir l'individu ou l'entité en question d'adopter un comportement criminel qui sera susceptible de nuire à la sécurité nationale, d'entraîner des crimes de violence, d'entraîner un préjudice imminent aux patients en rapport avec les soins de santé, ou de provoquer un préjudice financier ou physique aux

⁵ La déclaration des informations qu'un individu a obtenues en violation de la loi n'offre aucune protection à l'individu en ce qui concerne une poursuite judiciaire pour avoir obtenu ces informations illégalement.

autres ; (b) a des motifs raisonnables de croire que l'individu ou l'entité en question adoptera un comportement qui entravera une enquête sur une mauvaise conduite ; ou (c) est une personne décrite dans (iv)(a) ou (iv)(b) et 120 jours au moins se sont écoulés depuis que la personne a fourni les informations au comité d'audit, au chef d'affaires juridiques, au chef de la conformité (ou équivalent de ceux-ci), ou son supérieur, ou depuis que la personne a reçu les informations, si la personne a reçu les informations dans les circonstances indiquant que le comité d'audit, le chef d'affaires juridiques, le chef de la conformité (ou équivalent de ceux-ci), ou son supérieur en avaient déjà connaissance.

3. **Domaines** : Les informations personnelles **doivent se rapporter aux domaines suivants** :
- a. Les violations par des institutions financières, leurs initiés, ou agents, y compris des complots impliquant le blanchiment d'argent, les violations de conformité avec la lutte contre le blanchiment d'argent, l'enregistrement des entreprises engagées dans la transmission d'argent, les statuts concernant la fraude, et la fraude contre ou le non-respect des régulateurs d'institution financières.
 - b. Les violations liées à la corruption et les pots-de-vin par, par moyen de, ou en relation avec des entreprises, y compris des violations de la loi relative aux manœuvres frauduleuses à l'étranger [Foreign Corrupt Practices Act], de la loi sur la prévention de l'extorsion à l'étranger [Foreign Extortion Prevention Act] et les violations des statuts contre le blanchiment d'argent.
 - c. Les violations commises par ou par moyen des entreprises liées au paiement des pots-de-vin ou des ristournes aux fonctionnaires, y compris mais sans s'y limiter aux représentants élus ou nommés au niveau fédéral, étatique, territorial, ou local, et les officiers ou employés d'un département ou une agence quelconque.
 - d. Les violations liées à (a) des infractions concernant les soins de santé ou les crimes fédéraux associés impliquant les régimes d'assurance-soins médicaux privés ou non publics, quand l'écrasante majorité des demandes de remboursement sont soumises aux régimes d'assurance médicaux privés au d'autres régimes non publics, (b) la fraude contre les malades, investisseurs, et d'autres entités non gouvernementales dans le secteur des soins de santé, quand l'écrasante majorité de la perte actuelle ou envisagée était aux malades, investisseurs, et d'autres entités non gouvernementales, et (c) toute autre violation impliquant un comportement lié aux soins de santé non couverte par la loi fédérale sur de fausses accusations [Federal False Claims Act], 31 Code des États-Unis § 3729, *et suivants*.
4. **Volontaire** : Une déclaration par un individu doit être volontaire.
- a. La déclaration des informations par un individu est volontaire s'il y a lieu :
 - i. Avant toute requête, enquête, ou demande qui touche au domaine de la déclaration soit acheminée vers l'individu ou toute personne qui les représente (*par exemple*, son représentant légal) par le département dans le cadre d'une quelconque enquête, par les autorités policières fédérales, ou par un organisme d'exécution civil concernant la même mauvaise conduite ;
 - ii. Quand l'individu n'a aucune obligation préexistante en vertu d'un accord en relation avec une poursuite criminelle ou une mesure judiciaire civile de

- communiquer les informations au département, à un composant du département, ou une agence policière fédérale ou d'exécution civile ; et
- iii. Dans l'absence d'une quelconque enquête ou menace d'une divulgation imminente ou gouvernement ou au public.
 - b. La déclaration d'un individu n'est **pas volontaire** si le département lui a adressé une requête, enquête, ou demande ou à son représentant avant la déclaration, même s'il répond volontairement à une telle sollicitation. Pourtant, si un individu a volontairement communiqué des informations originales à son employeur avant de recevoir une requête, enquête, ou demande du département, et cet individu a communiqué au département ou répondu à une demande du département dans les 120 jours après avoir communiqué des informations originales à son employeur, sa déclaration sera toujours considérée comme volontaire.
5. **Véridique et complète** : Un individu doit fournir des informations véridiques et complètes, c'est-à-dire qu'il doit fournir toute information dont il a connaissance en rapport avec la mauvaise conduite, y compris de la mauvaise conduite dans laquelle il a participé ou dont il avait connaissance, l'étendue de son rôle, le cas échéant, et tout sujet sur lequel le département pourra poser des questions.
- a. Pour faire une déclaration dans le programme pilote et être admissible pour une récompense, l'individu ou son avocat devra fournir des informations au département en utilisant le formulaire de demande [Intake Form] disponible à www.justice.gov/corporatewhistleblower et déclarer sous peine de parjure que les informations soient véridiques et exactes au meilleur de sa connaissance.
 - b. Les informations ne sont **pas véridiques et complètes** si l'individu est impliqué dans la mauvaise conduite mais il ment, dissimule ou n'explique pas véritablement son rôle dans la mauvaise conduite.
6. **Coopération** : Un individu doit coopérer avec le département dans son enquête sur la conduite associée et les actions criminelles ou civiles. Cela comprend, mais sans s'y limiter, en fournissant un témoignage et des preuves honnêtes et complètes, que cela soit dans les entretiens, devant un grand jury, ou dans tout procès ou d'autre procédure judiciaire ; en produisant des documents, dossiers, ou d'autres preuves lorsque l'on est sollicité par le département ; et si requis, en travaillant de manière proactive sous la surveillance de, et en conformité avec, les services policiers et les agents de police des États-Unis.
7. **Entraîner la confiscation** : Les informations doivent entraîner une confiscation fructueuse et supérieure à 1 000 000 USD en produit net confisqué par le département en relation avec une poursuite judiciaire, une résolution relative à la criminalité d'entreprise, ou une procédure de confiscation civile liée à la conduite criminelle d'une entreprise dans les domaines programmatiques énoncés ci-dessus.
- a. Il existe **une confiscation fructueuse** lorsque le département obtiendra une ordonnance définitive de confiscation, un jugement civil de confiscation, ou une déclaration administrative de confiscation liée aux actifs obtenus à la suite d'une déclaration par un individu, et ces actifs sont déposés dans le Fonds pour les actifs saisis [Assets Forfeiture Fund].
 - b. Pour apprécier si la déclaration des informations originales par un individu a

entraîné une confiscation civile ou criminelle fructueuse, le département prendra en compte si :

- i. L'individu a fourni au département des informations originales qui était suffisamment spécifiques, crédibles, opportunes pour que le département puisse ouvrir une enquête, rouvrir une enquête que le département avait clôturée, ou enquêter une autre conduite dans le cadre d'une enquête en cours, et que les informations originales ont abouti à une confiscation fructueuse par le département.
 - ii. L'individu a fourni des informations originales au département en ce qui concerne une conduite qui était déjà en cours d'investigation par le département, et sa déclaration a considérablement contribué à une confiscation fructueuse.
 - iii. L'individu a communiqué des informations originales par moyen des procédures internes de dénonciation, juridiques ou de conformité de l'entité pour rapporter des allégations de potentielles violations de la loi avant ou au même moment qu'il les a communiquées au département ; l'entité a ultérieurement fourni ses informations au département, ou a fourni des résultats d'une enquête initiée en tout ou en partie en réponse aux informations communiquées à l'entité ; et les informations que l'entité a fournies au département sont conformes aux paragraphes (b)(i) ou (b)(ii) de cette section. Un individu doit aussi déclarer les mêmes informations au département dans les 120 jours après les avoir fournies à l'entité.
- c. Comme décrit ci-dessous, toute récompense est discrétionnaire et sera basée sur le **produit net de la confiscation**.
 - d. S'il n'y a **pas de confiscation fructueuse**, aucune récompense ne sera disponible.

III. Autres considérations pour un paiement de récompense

Quand les informations fournies mènent à une confiscation supérieure à 1 000 000 USD en produit net total saisi dans le cadre d'une poursuite judiciaire réussie, une résolution relative à la criminalité d'entreprise, ou une procédure de confiscation civile liée à la conduite criminelle d'une entreprise dans un des domaines programmatiques d'application corporative décrits ci-dessus, le dénonciateur pourra être admissible à une récompense dans le cadre de l'affaire comme décrit ci-dessous. Les récompenses sont tout à fait discrétionnaires et une récompense n'est pas garantie ; pourtant, comme indiqué ci-dessus, le département a l'intention, à travers l'exercice de sa discrétion, de stimuler ceux avec des informations sur une faute criminelle d'entreprise de communiquer des informations originales sur le comportement criminel qui autrement pourrait demeurer inaperçu ou difficile à prouver. Lors de l'évaluation d'une récompense discrétionnaire, le département prendra en compte les éléments suivants.

1. **Montant de la récompense.** En ce qui concerne si un individu est admissible à une récompense et le montant de la récompense, il sera laissé à la seule discrétion du département.
 - a. Si le département accorde une récompense à plus d'un dénonciateur en relation avec la même affaire, le département déterminera un pourcentage individuel de

récompense à chaque dénonciateur, mais en aucun cas le montant total alloué à tous les dénonciateurs dans chaque affaire ne dépassera pas le total précisé ci-dessous.

- b. Si le département réalise une confiscation fructueuse, le(s) dénonciateur(s) pourra (pourront) être admissible(s) à une récompense basée sur le calcul suivant dans le cadre de l'affaire :
 - i. Une récompense maximale de 30 % du premier 100 million de dollars en produit net saisi ;
 - ii. Une récompense maximale de 5 % de tout produit net saisi entre 100 millions et 500 millions de dollars.
 - iii. Aucune récompense sur un produit net saisi supérieur à 500 millions de dollars.
 - c. Si le département détermine à sa seule discrétion qu'une récompense est juste et qu'aucune des considérations susceptibles de diminuer une récompense ne soit présente (*voir* Section 3(b) ci-dessous), il est présumé que le département accordera au dénonciateur une récompense maximum de 30 % du premier 10 million de dollars du produit net saisi.
 - d. Une récompense, si tel est le cas, sera payée du produit net du montant des actifs saisis dans le cadre de chaque affaire.
2. **Priorité des paiements** : En accordant une récompense, le département prélèvera sur le produit net de la confiscation de la totalité des actifs ultimement saisis et déposés dans le Fonds pour les actifs saisis conjointement avec chaque poursuite réussie, résolution relative à la criminalité d'une entreprise, ou une procédure de confiscation civile.
- a. Le produit net est défini comme les fonds nets saisis après tout transfert non discrétionnaire obligatoire, tout frais ou coût associé avec la confiscation, et les coûts applicables liés à l'enquête et la poursuite judiciaire d'une saisie et confiscation.
 - b. Les propriétaires et titulaires de privilèges par effet de la loi avec un intérêt légitime dans un bien saisi qui n'est pas traité dans la procédure de confiscation seront compensés d'abord par remise ou atténuation.
 - c. Lorsqu'une agence gouvernementale fédérale, étatique, locale, tribale, territoriale, ou étrangère ou une personne morale est la victime d'un complot criminel avec une perte pécuniaire, le dénonciateur sera admissible à une récompense avant que le gouvernement ou entité-victime ne soit compensé après la confiscation, par moyen d'une remise, atténuation ou restauration. Lorsque le département a identifié les victimes individuelles d'un complot sous-jacent avec des pertes pécuniaires qui sont admissibles à une indemnité et il a été également déterminé que le dénonciateur est admissible à une récompense, le département accordera une récompense premièrement aux victimes individuelles qualifiées. Une récompense de dénonciateur ne sera pas disponible avant que les victimes individuelles soient intégralement indemnisées, en vertu de la loi.
 - d. Les transferts entre fonds, le partage à l'échelle internationale et le partage équitable seront évalués après avoir payé toute récompense de dénonciateur.
 - e. Pour apprécier si le seuil de 1 000 000 USD est satisfait, le département ne prendra pas en compte toute confiscation que le dénonciateur est ordonné à payer ou qui a été ordonnée à la suite d'une conduite dont le dénonciateur a participé de manière

significative.

- f. Les individus qui seront admissibles à une récompense par moyen d'une autre agence gouvernementale américaine ou un dénonciateur statutaire *qui tam*, ou un programme semblable s'ils avaient communiqué les mêmes informations originales à cet autre programme, ne seront pas admissibles à un paiement par le programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise.
3. **Critères pour déterminer le montant de la récompense :** Dans l'exercice de sa discrétion de déterminer un pourcentage approprié pour la récompense, le département pourra examiner le suivant en relation avec les faits et circonstances uniques de chaque affaire et pourra augmenter ou réduire le pourcentage de la récompense sur la base de son analyse de ces considérations.
- a. **Considérations susceptibles d'augmenter le montant de la récompense :** Le département examinera les enjeux suivants pour déterminer le montant de la récompense, qui ne sont pas énumérés dans l'ordre de l'importance :
 - i. **Importance** des informations fournies par le dénonciateur. Le département examinera si les informations fournies par le dénonciateur ont contribué de manière significative au succès de la poursuite judiciaire, d'une résolution relative à la criminalité d'une entreprise, et la procédure de confiscation associée. Pour examiner cette question, le département pourra prendre compte de, parmi d'autres choses :
 - A. La nature des informations fournies par le dénonciateur et comment celle-ci se rapporte aux poursuites judiciaires réussies et à une confiscation associée ou une procédure de confiscation civile, y compris si la fiabilité et l'intégralité des informations fournies au département ont habilité le département à obtenir des preuves de l'activité criminelle ou à identifier les actifs visés par la confiscation ; et
 - B. Dans quelle mesure les informations fournies par le dénonciateur ont aidé une ou plusieurs poursuites judiciaires et la confiscation associée ou une procédure civile de confiscation par le département.
 - ii. **Assistance** fournie par le dénonciateur. Le département appréciera dans quelle mesure l'assistance du dénonciateur a contribué à l'enquête par le département (y compris par le conseiller juridique du dénonciateur). Le département examinera, notamment :
 - A. Si le dénonciateur a fourni une coopération et assistance continues, exhaustives, et opportunes, par exemple, en identifiant plus d'un actif qui puisse faire l'objet de la confiscation, en aidant à expliquer des opérations complexes, dans l'interprétation des éléments clés, ou en identifiant de nouvelles pistes utiles dans l'enquête ou des sources potentielles de preuves ;
 - B. La ponctualité du rapport initial du dénonciateur au département ou au système de conformité ou de notification interne des organisations commerciales qui commettent, ou qui sont touchées par d'éventuelles infractions pénales, le cas échéant ;
 - C. Les ressources conservées résultant de l'assistance du dénonciateur ;

- D. Les efforts pris par le dénonciateur de remédier le préjudice provoqué par les infractions pénales qui étaient signalées ; et
 - E. Toute difficulté que le dénonciateur a souffert du fait d'avoir communiqué et aidé dans la poursuite criminelle ou une résolution relative à la criminalité ou une procédure de confiscation civile.
- iii. **Participation dans un système de conformité interne ou de signalement interne en contrepartie qui pourra augmenter une récompense.** Le département appréciera si le dénonciateur ou tout conseiller juridique du dénonciateur avait participé dans un système de conformité interne en pesant si on devra augmenter le montant de la récompense. En examinant cette question, le département pourra prendre en compte, entre autres :
- A. Si, et dans quelle mesure, un dénonciateur a signalé d'éventuelles infractions pénales par moyen d'une procédure interne de dénonciation, juridique ou de conformité :
 - 1. Le département tiendra compte du timing de la divulgation et examinera si le signalement interne du dénonciateur à l'entreprise a été fait avant, ou en même temps que le rapport au département, tenant compte du fait que le dénonciateur doit aussi fournir les mêmes informations au département dans les 120 jours après les avoir fournies à l'entité.
 - 2. Le département examinera aussi si l'entité a des moyens adaptés et disponibles pour le signalement interne.
 - B. Si, et dans quelle mesure, un dénonciateur a aidé une quelconque investigation ou enquête en ce qui concerne les infractions pénales.
- b. **Considérations susceptibles d'augmenter ou de réduire le montant de la récompense :** Pour déterminer s'il faut réduire le montant de la récompense, le département prendra en compte les enjeux suivants, qui ne sont pas énumérés dans l'ordre d'importance.
- i. **Culpabilité :** Un individu n'est **pas** admissible à une rémunération s'il avait participé dans l'activité criminelle, y compris en dirigeant, planifiant, initiant, ou sciemment profitant de cette activité criminelle. Nonobstant cette exigence, un individu demeure admissible à une récompense si le département détermine, à sa discrétion, que le rôle minimal de l'individu dans le complot déclaré était suffisamment limité pour que l'individu puisse être décrit comme « visiblement parmi les moins fautifs de ceux qui sont impliqués dans la conduite du groupe ». Lignes directrices en matière de peine des États-Unis § 3B1.2 cmt. n.4 (définition de « participant minimal »). Dans un tel cas, le département appréciera le rôle de l'individu dans les infractions pénales pour déterminer le montant de la récompense à laquelle il peut prétendre.
 - A. Un individu a profité du complot s'il a reçu un avantage financier du complot en dehors de sa rémunération ordinaire, par exemple en recevant un dessous-de-table ou un paiement d'une prime exceptionnelle de son entreprise.
 - B. Si l'entreprise de l'individu a reçu un avantage du complot et cet avantage a été transmis à l'individu par moyen d'une augmentation

de sa rémunération ordinaire ou une prime, le département appréciera s'il a pris des mesures de profiter des méfaits par moyen de ce profit indirect en estimant le montant de la récompense.

- ii. **Retard déraisonnable** : Le département apprécierait si le dénonciateur était déraisonnablement tardif à signaler les infractions pénales. Pour décider cette question, le département prendra en compte, notamment :
 - A. Si le dénonciateur avait connaissance des faits pertinents mais a manqué de prendre de mesures raisonnables pour signaler ou empêcher que les infractions pénales surviennent ou continuent ;
 - B. Si le dénonciateur avait connaissance des faits pertinents mais ne les avait signalés qu'après avoir su qu'il existe une enquête ou investigation associée ou des mesures d'application ;
 - C. Si et à quel moment le dénonciateur a signalé les faits pertinents en interne ; et
 - D. Les raisons pour lesquelles le dénonciateur était tardif à signaler les infractions pénales.
- iii. **Interférence** avec des systèmes de conformité et notification internes. Dans les cas où le dénonciateur interagissait avec le système de conformité et notification interne de son entité, le département déterminera si le dénonciateur a saboté l'intégrité dudit système. Pour apprécier cette question, le département prendra en compte s'il existe des preuves fournies au département que le dénonciateur a sciemment :
 - A. Compromis les procédures légales, de conformité ou d'audit établies par l'entité afin d'empêcher ou retarder la détection d'une infraction pénale signalée ;
 - B. Fait de déclarations ou représentations fausses, fictives, ou frauduleuses ou sciemment retenu des informations substantielles ou importantes qui ont encombré les efforts de l'entité de déceler, enquêter ou remédier les violations criminelles signalées ; ou
 - C. Fourni tout écrit ou document en sachant que l'écrit ou document contenait des déclarations ou inscriptions fausses, fictives ou frauduleuses qui ont encombré les efforts pour déceler, enquêter ou remédier les violations criminelles signalées.
- iv. **Rôle de gestionnaire** et la surveillance des bureaux et du personnel impliqués dans la mauvaise conduite. Le département apprécierait si le dénonciateur jouait un rôle de gestionnaire en ce qui concerne le personnel ou les bureaux impliqués dans la mauvaise conduite, y compris un rôle de dirigeant d'entreprise, et les actions du dénonciateur dans ce rôle. Le département pourra prendre en considération ce fait pour refuser une récompense. Pour apprécier cette question, le département prendra en compte si le dénonciateur :
 - A. Était haut dirigeant ou autrement avait un pouvoir décisionnel relatif à la mauvaise conduite ;
 - B. A contribué à l'échec du système de conformité pour déceler et prévenir la mauvaise conduite en question ;
 - C. A créé une culture d'entreprise qui n'a priorisé ni des programmes

- ni des systèmes de conformité ; et
- D. A reçu des informations relatives aux signaux d'alarme identifiant une mauvaise conduite potentielle mais n'a pas pris de mesures pour aborder les problèmes.

IV. **Directrices supplémentaires pour sensibiliser le grand public**

1. **Confidentialité :** Le département ne divulguera pas de renseignements au public, y compris des informations que vous fournissez au département, susceptibles de révéler l'identité du dénonciateur, sauf dans les cas prévus par la loi et la politique du département tels que déterminés par le département à sa seule discrétion, à moins que et jusqu'à ce qu'il soit requis à divulguer à un accusé en relation avec une procédure judiciaire ou administrative. Si, à sa seule discrétion, le département décide qu'il soit nécessaire d'exécuter l'application valide d'une loi ou de protéger le grand public, le département pourra fournir vos informations à une autre organisme d'exécution fédéral, étatique, local, tribal ou international, pourvu que ledit organisme se conforme avec les mêmes engagements de confidentialité.
2. **Déclarations anonymes :** Vous pourrez déclarer vos informations de façon anonyme si vous êtes représenté par un avocat. Si vous déclarez des informations vous-même, vous devez inclure vos coordonnées pour que l'on puisse vous contacter et vérifier votre identité. Le département se réserve le droit d'exiger les renseignements relatifs à votre identité à tout moment que le département, à sa seule discrétion, l'estime nécessaire dans le cadre de la poursuite ou pour satisfaire les obligations, politiques, ou procédures juridiques. Avant que le département ne puisse vous payer une récompense, il faudra que vous divulguiez votre identité au département, et il faudra que le département vérifie votre identité.
3. **Représentation :** Il n'est pas obligatoire d'être représenté par un avocat pour déclarer des informations par moyen du programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise. Pourtant, si vous désirez déclarer des informations de façon anonyme, vous devez le faire par moyen d'un avocat.
4. **Représailles :** Si vous êtes victime de représailles à la suite de votre compte-rendu, veuillez fournir des informations soit dans votre déclaration soit dans un rapport de suivi. Le département prendra en compte toutes représailles pour déterminer si une entreprise ou un individu a coopéré ou a fait obstacle à l'enquête par le département et pourra, à sa seule discrétion, refuser d'accorder un crédit de collaboration en relation avec toute résolution avec l'entreprise et/ou prendre des mesures d'exécution appropriées en réponse à toutes représailles.
5. **Communications avec le département :** Si une entité ou une personne prend une action quelconque pour empêcher un individu de communiquer directement avec le département au sujet d'une éventuelle infraction pénale dans le cadre d'un domaine programmatique énuméré, y compris en appliquant ou en menaçant d'appliquer un accord de confidentialité (autre que les accords de confidentialité avec le département tels que discutés dans les présentes ou les accords relatifs à la représentation juridique d'un client) en rapport avec

lesdites communications, le département pourra prendre en compte telle mesure dans l'appréciation d'un crédit de collaboration ou programme de conformité et la culpabilité de l'entité ou l'individu, y compris en relation avec l'obstruction. De plus, si vous êtes administrateur, responsable, membre, agent ou employé d'une entité qui a un conseiller, et vous avez pris contact avec le département en relation avec une potentielle infraction pénale, le département est autorisé à communiquer directement avec vous en ce qui concerne la potentielle infraction criminelle sans solliciter le consentement du conseiller de l'entité.

6. **Exclusion pour dépôt de plaintes frivoles ou frauduleuses :** Le département aura l'autorité d'imposer une exclusion définitive sur une personne qui envoie des déclarations ou requêtes qui sont frivoles ou frauduleuses, ou qui pourraient autrement entraver le fonctionnement efficace du programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise. Si le département promulgue une telle exclusion, il n'acceptera ni n'agira sur une déclaration quelconque de la personne exclue. Le département pourra promulguer une exclusion définitive dans les circonstances suivantes : (i) si la personne fait au moins trois déclarations que le département juge frivoles ou frauduleuses ou autrement entrave le bon fonctionnement du programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise ; ou (ii) si une personne sciemment et délibérément fait des déclarations ou représentations fausses, fictives ou frauduleuses, ou emploie tout écrit ou document en sachant qu'il contient des déclarations ou inscriptions matériellement fausses, fictives, ou frauduleuses avec l'intention de tromper ou entraver le département.
7. **Notification au Congrès :** Si une récompense dépasse 500 000 USD, le département est exigé de notifier le Congrès dudit paiement en vertu de 28 Code des États-Unis § 524(c)(2). À moins que le département détermine à sa seule discrétion que lesdites informations soient nécessaires, la notification du département ne comprendra pas d'information qui pourra raisonnablement être censée révéler l'identité du dénonciateur.

V. Procédures pour la déclaration publique des informations originales

1. Afin d'être admissible à une récompense dans le cadre du programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise, il faut que vous fournissiez vos informations sur une potentielle infraction pénale dans un des domaines programmatiques en déposant un formulaire de demande signé et les informations originales en écrit par moyen du site web du département qui se trouve à www.justice.gov/corporatewhistleblower ou par courriel à CorporateWhistleblower@usdoj.gov.
2. Afin d'être admissible à une récompense, vous devez déclarer sous peine de parjure au moment que vous déposez vos informations que les informations soient vraies et exactes au meilleur de votre connaissance et vos convictions et que vous comprenez que vous ferez l'objet de poursuites pénales si vous faites sciemment et délibérément des déclarations ou représentations fausses, fictives, ou frauduleuses, ou utilisez tout écrit ou document en sachant qu'un écrit ou document contient des déclarations ou inscriptions fausses, fictives, ou frauduleuses.

3. Si vous fournissez vos informations originales au département de façon anonyme, votre avocat devra donc fournir vos informations en votre nom en vertu des procédures spécifiées dans les présentes. Avant une déclaration par votre avocat, vous devez fournir votre avocat avec un formulaire de demande que vous avez signé sous peine de parjure. Quand votre avocat présente une demande en votre nom, votre avocat sera exigé de certifier qu'il ou elle :
 - a. A vérifié votre identité ;
 - b. A examiné votre formulaire de demande complet et signé pour avoir vérifié qu'il est complet et exact et que les informations contenues dans celui-ci soient vraies, exactes et complètes au meilleur de sa connaissance, ses convictions et son savoir ;
 - c. A obtenu votre consentement indérogeable pour fournir au département votre formulaire de demande complet et signé au cas où le département l'exige en raison de craintes que vous ayez sciemment et délibérément fait de déclarations ou représentations fausses, fictives, ou frauduleuses, ou utilisé un écrit ou document en sachant que l'écrit ou document contient des déclarations ou inscriptions fausses, fictives, ou frauduleuses ; et
 - d. Accorde son consentement d'être légalement obligé de fournir le formulaire de demande dans les sept (7) jours après avoir reçu une telle demande du département.

VI. Procédures pour les demandeurs afin de solliciter une récompense de dénonciateur

1. Le département publiera des renseignements concernant toutes les confiscations fructueuses dans le cadre des résolutions avec des entreprises relatives aux domaines programmatiques désignés à www.justice.gov/corporatewhistleblower. Il faudra qu'un demandeur ait fourni des informations au programme pilote de récompenses de dénonciateur d'entreprise après la date d'entrée en vigueur du programme pilote et il aura quatre-vingt-dix (90) jours de la date de publication pour faire une réclamation pour une récompense basée sur l'affaire, autrement la réclamation sera exclue.
2. Pour faire une réclamation pour une récompense de dénonciateur, il faut déposer un formulaire de réclamation [Claim Form], qui sera disponible à www.justice.gov/corporatewhistleblower. Il faudra que vous signiez le formulaire comme demandeur et l'envoyiez au département tel qu'affiché au site web. Tous les formulaires de réclamation, y compris les pièces jointes, doivent être reçus par le département dans les quatre-vingt-dix (90) jours après la date de la publication par le département de la confiscation fructueuse afin que l'on soit considéré admissible à une récompense.
3. Le personnel du département évaluera toutes les réclamations de récompense opportunes déposées par le biais du formulaire de réclamation. Dans le cadre du processus, le département pourra exiger que vous fournissiez d'autres informations relatives à votre admissibilité pour une récompense ou à la satisfaction de conditions d'une récompense. À la suite d'une évaluation et tout autre processus interne du département, le département vous enverra une Décision de récompense [Award Determination] justifiant la décision d'accorder ou de refuser la réclamation, et si elle est accordée, déclarant le montant de la récompense.

4. Une Décision de récompense est tout à fait discrétionnaire, 28 Code des États-Unis. § 524(c), et ne pourra faire ni l'objet d'appel ni révision judiciaire.